

PRÉFECTURE DE LA RÉGION BOURGOGNE

Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche
et de l'Environnement de Bourgogne

Chalon sur Saône, le 4 février 2009

Groupe de Subdivision de Saône et Loire
Subdivision 3
9b rue L.A. Poitevin
71100 CHALON SUR SAONE

Référence : MV/FF 020209 n° 014
V/réf. : Transmission préfectorale du 18/12/2008
Affaire suivie par : Frédéric FAYARD
Mél. frederic.fayard@industrie.gouv.fr
Site internet : www.bourgogne.drire.gouv.fr
Tél. 03 85 90 04 21 – Fax : 03 85 90 04 15

**RAPPORT A LA COMMISSION DEPARTEMENTALE DE LA NATURE
DES PAYSAGES ET DES SITES**

Objet : Installations Classées pour la Protection de l'Environnement. Demande de renouvellement et d'extension de l'autorisation d'exploiter une carrière sur la commune de Vendennes les Charolles.

Pétitionnaire : SARL Marc SIVIGNON – Le Bourg – 71120 VENDENESSE LES CHAROLLES

1 - PRESENTATION SYNTHETIQUE DU DOSSIER DU DEMANDEUR

Dans sa demande présentée le 5 mai 2008 et complétée le 16 juin 2008, la SARL Marc SIVIGNON sollicite le renouvellement et l'extension de l'autorisation d'exploiter une carrière de roche massive, pour une durée de 20 ans sur la commune de Vendennes les Charolles.

1.1 -Le demandeur

Raison sociale : Marc SIVIGNON
Forme juridique : SARL
Siège social : Le Bourg – 71120 VENDENESSE LES CHAROLLES
Adresse de la carrière : Lieu-dit "Les pigeons", commune de Vendennes les Charolles
Téléphone : 03 85 24 05 97 ; télécopie : 03 85 24 13 94
SIRET : 392 241 758 00011 – Code APE : 451A

1.2 -La demande

La carrière est actuellement autorisée par arrêté préfectoral du 30 mars 2001 pour une durée de 11 années et une production maximale annuelle de 150 000 tonnes. La demande porte sur une durée de 20 ans et la production maximale sollicitée est identique. Les matériaux extraits sont l'arène granitique (« cran » en partie supérieure) et le granite en partie inférieure.

PJ :
Copie à : Deiss-Dossier-Chrono

DRIRE
9B rue L.A. Poitevin
71100 CHALON SUR SAONE

Parcelles faisant l'objet d'une cessation partielle d'activité (dossier complémentaire du 15 janvier 2009, voir paragraphe 2-3 du présent rapport) :

Commune	Section	N° de parcelles	Surface
Vendenesse-les-Charolles	D	321 à 324	6421 m ²

Parcelles demandées en renouvellement :

Commune	Section	N° de parcelles	Surface
Vendenesse-les-Charolles	D	282, 325 à 339, 340p, 647 et 648	61 779 m ²

Parcelles demandées en extension :

Commune	Section	N° de parcelles	Surface
Vendenesse-les Charolles	D	345p, 347p, 736	30 506 m ²

La carrière comprend également une installation de traitement de matériaux, un pont-bascule et un local à usage de bureaux.

1.3 -Classement

De l'examen du dossier, il ressort que l'établissement comporte les installations classables suivantes :

Désignation de l'activité	Niveau d'activité	Rubrique de la nomenclature	Régime
Exploitation des carrières au sens de l'article 4 du code minier	150 000 t/an	2510-1	A
Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels. La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 200 kW	526 kW	2515-1	A
Installations de compression, la puissance étant supérieure à 50 kW mais inférieure ou égale à 500 kW	80 kW	2920-2-b	D

A : autorisation ; D : déclaration

1.4 -Méthode d'exploitation

L'extraction est effectuée par abattage à l'explosif et valorisation du matériau par traitement dans une installation de concassage-criblage présente sur le site.

1.5 -Droit du demandeur sur les terrains

La SARL Marc SIVIGNON est propriétaire de l'ensemble des parcelles concernées par l'exploitation de la carrière, hormis les parcelles 323 et 324 qui appartiennent aux époux BOUILLON/DELORME.

Par courrier du 4 juin 2008, l'exploitant a indiqué que la convention de forage pour ces deux parcelles ne sera pas reconduite.

Dans son dossier complémentaire en date du 15 janvier 2009, l'exploitant indique que les parcelles 321, 322, 323 et 324 son exclues du périmètre de la carrière. Les dispositions de remise en état de ces parcelles doivent être achevées avant le 30 juin 2009.

1.6 - Garanties financières

L'article L516.1 du titre 1^{er} du code de l'environnement soumet certaines installations classées à une obligation de garanties financières. Les exploitations de carrières sont concernées par cette obligation. Les

garanties financières ont pour objectif de garantir la remise en état du site en cas de défaillance de l'exploitant. Leur montant doit pouvoir assurer la remise en état à tout moment de l'exploitation.

Le montant des garanties est calculé selon l'arrêté ministériel du 9 février 2004. Les montants calculés de chaque phase sont :

Phase	Montant en euros (indice TP01 de 637,1 de juillet 2008)
1 : 0 à 5 ans	111 733
2 : 5 à 10 ans	130 656
3 : 10 à 15 ans	143 560
4 : 15 à 20 ans	124 950

1.7 -Etat initial du site et de son environnement

La carrière se situe sur la commune de Vendenesse les Charolles sur le hameau des « Pigeons », à proximité de l'ancienne route « Charolles-Macon » (la RD n° 17). Cette région du Charolais présente des reliefs peu contrastés aux sommets arrondis le plus souvent boisés.

Dans ce secteur, l'activité agricole est principalement vouée à l'élevage bovin de race charolaise. Une ZNIEFF de type II se situe à environ 1,5 km au nord de la carrière. Son périmètre ne concerne pas l'emprise de l'extension.

1.8 -Synthèse des inconvénients et des moyens de prévention

Les mesures proposées par l'exploitant pour supprimer, réduire ou compenser les nuisances et inconvénients sont les suivantes :

1.8.1 – Effets sur l'eau

L'établissement n'utilise pas d'eau pour le lavage des matériaux. L'entretien et la vidange des camions et engins de chantier sont réalisés dans un garage extérieur à la carrière.

Les seules eaux susceptibles d'être polluées par des matières en suspension sont celles issues du ruissellement des eaux météoriques sur le carreau de la carrière. Avant rejet dans le milieu naturel, elles sont traitées dans un bassin de décantation d'un volume de 900 m³.

L'analyse des eaux effectuée en avril 2008 en sortie du bassin de décantation n'a pas montré de signe de pollution.

1.8.2 - Bruits

Des mesures de bruit ont été réalisées en mai 2007 en limite de site et au niveau des habitations les plus proches. Compte tenu de l'encaissement des installations de traitement des matériaux entre les fronts et les merlons, le bruit de la carrière, au niveau des habitations les plus proches reste faible. Les émergences mesurées sont inférieures aux limites réglementaires.

De plus, l'activité de la carrière est limitée aux jours ouvrés entre 7h et 12h et entre 13h30 et 18h00.

1.8.3 – Poussières

Les principaux foyers générant des poussières sont les suivants :

- les opérations d'abattage (tirs de mines),
- l'installation de premier traitement des matériaux,
- la circulation des engins de chantier et des camions.

Il n'existe pas de parade pour diminuer la production de poussières consécutives aux tirs de mines, qui reste toutefois restreinte dans le temps.

L'installation de traitement est équipée de rampe d'arrosage au niveau des ouvertures des concasseurs afin de limiter les émissions.

L'envol des poussières induit par la circulation des engins est difficile à apprécier. Afin de limiter cette nuisance, les pistes sont arrosées périodiquement par temps sec. Par ailleurs, la voie reliant l'entrée de la carrière à la RD17 a été revêtue d'une couche bitumineuse.

A signaler également qu'un dispositif débourbeur a été mis en place en sortie du site.

1.8.4 – Vibrations liées aux tirs de mines

Une mesure des vibrations a été effectuée le 22 avril 2008 au niveau de l'habitation de M. BRIGAUD. Les vitesses mesurées sont comprises entre 0,5 et 0,8 mm/s, valeurs très inférieures aux seuils réglementaires fixés par l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994.

Une surveillance régulière des vibrations liées aux tirs de mines est demandée dans le projet d'arrêté, néanmoins les effets devraient être du même ordre.

Par ailleurs, l'absence de plainte des riverains confirme la bonne adéquation des plans de tirs utilisés sur le site, pour l'abattage des matériaux.

1.8.5 – Déchets

La carrière ne génère pas de déchet particulier. Les stériles et boues de décantation sont utilisés dans le cadre de la remise en état du site. Les éléments métalliques d'usure sont éliminés chez un récupérateur autorisé.

1.8.6 – Intégration dans le paysage

Malgré la mise en place de merlons boisés en limite Ouest et Sud Ouest de la carrière, celle-ci reste visible depuis la basse vallée du ruisseau de St Brancher ainsi que du versant sud de la vallée de la Semence. Ces aménagements masquent cependant de façon correcte les installations de traitement et les stocks de matériaux.

Compte tenu de l'extension, le front Est devrait s'élargir. Afin d'intégrer au mieux cette extension, il est notamment prévu la reconstitution de haies avec des espèces locales, ainsi que le maintien de la végétation qui s'est développée sur la partie ouest/nord-ouest. Ces aménagements s'harmonisent avec le paysage bocager alentour.

1.8.7 – Transport

Les matériaux sont évacués par camions pour rejoindre les différents chantiers dans un rayon maximum de 40 km. Les véhicules évacuant les matériaux circulent par la voie communale n° 13 pour rejoindre la RD 17 puis la RN 79 en 2x2 voies.

Pour une production maximum de 150 000 t/an, le trafic routier peut être estimé à 24 rotations de camions par jour en considérant 250 jours ouvrés et 25 t de granulats par camion, ce qui représente environ 1,1% du trafic routier et 12% du trafic poids lourds sur la RD 17.

L'impact généré par le trafic reste faible.

1.8.8 – Remise en état

Deux objectifs principaux sont définis pour la remise en état de la carrière :

- donner au site un faciès proche de l'état naturel en l'intégrant dans le paysage local,
- mettre en place un parcours pédagogique au sein de la carrière remise en état.

Pour atteindre le premier objectif, des aménagements seront à prévoir sur les fronts de taille pour atténuer les marques laissées par l'extraction (fronts rectilignes...). Environ 120 000 m³ de stériles sont disponibles pour ces réaménagements.

Des haies seront plantées pour intégrer la carrière dans le système bocager de ce territoire. Le carreau, naturellement colonisé par la végétation, se substituera aux prairies et autres milieux ouverts entourés de haies.

Le deuxième objectif sera de développer un aspect pédagogique au sein de la carrière. Un parcours présentant différents thèmes sera alors proposé. Des emplacements seront définis pour éventuellement

accueillir des aménagements de découverte (panneaux explicatifs, bancs, rampe d'accès...). L'accueil de promeneurs nécessitera au préalable, une mise en sécurité de la carrière. Le coût de remise en état est estimé à 134 000 €. Les principes de la remise en état sont représentés en annexe 3 du projet d'arrêté.

1.8.9 – Sécurité de l'exploitation

Il s'agit essentiellement de prévenir l'intrusion de tiers au sein de la carrière. Les mesures suivantes sont actuellement mise en place sur la carrière :

- accès interdit dans l'enceinte de la carrière par une clôture efficace et une barrière à l'entrée du site fermée en dehors des heures d'activité,
- information du public des dangers liés à l'activité : panneaux signalant l'interdiction et le danger en périphérie du site.

2 – CONSULTATION ET ENQUETE PUBLIQUE

2.1 - Avis des services administratifs

- **M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles, service régional de l'archéologie**, dans son courrier en date du 9 octobre 2008, notifie que le projet n'est pas susceptible d'affecter des éléments du patrimoine archéologique et qu'il ne donnera pas lieu à prescription archéologique.
- **Mme la Directrice Départementale de l'Agriculture et de la Forêt**, dans son courrier du 13 octobre 2008, indique que le fonctionnement de cette carrière n'ayant pas mis en évidence de problème particulier, sa reconduction à l'identique n'appelle pas d'observation particulière. Pour l'extension, les eaux de ruissellement devront être récupérées et décantées avant leur rejet au milieu naturel.
- **M. le Chef du Bureau de la Défense et de la Sécurité Civile**, dans son courrier en date du 13 octobre 2008, précise « *qu'il existe sur le territoire de la commune un risque majeur lié au transport de matières dangereuses (proximité ligne SNCF et RN79)* ».
- **M. le Directeur Régional de l'Environnement**, dans son courrier du 19 novembre 2008, émet un **avis favorable** à la demande du pétitionnaire sous réserve de la prise en compte des remarques suivantes : « *Afin d'intégrer au mieux cette extension de carrière, le pétitionnaire s'engage à reconstituer des haies avec des espèces locales et à maintenir la végétation qui s'est développée sur la partie ouest/nord-ouest. Ces aménagements s'harmoniseront avec le paysage bocager alentour. Le pétitionnaire s'engage également à mettre en œuvre des mesures de prévention contre les risques de pollution des milieux naturels. Ces mesures devront apparaître dans l'arrêté préfectoral d'autorisation* ».
- **Mme la Directrice Départementale de l'Equipement**, dans son courrier du 21 novembre 2008, émet un avis favorable.
- **Mme la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales**, dans son courrier du 24 novembre 2008, émet un **avis favorable** sous réserve « *que toutes les précautions soient prises pour limiter le bruit ainsi que les envols de poussières et assurer la sécurité des abords du site lors des tirs de mines et qu'un disconnecteur à zone de pression réduite contrôlable soit prévu sur le réseau d'eau potable après compteur ; ce dispositif fera l'objet d'un contrôle de maintenance annuel* ».
- **M. le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours**, dans son rapport en date du 28 novembre 2008, émet un **avis favorable** à la demande en précisant qu'il convient de respecter les prescriptions suivantes :
"Aménagement des installations : disposer et aménager les installations conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de la demande, en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux prescriptions de ce rapport.

Conception – implantation - desserte : aménager les abords des bâtiments afin de permettre l'accès et une circulation aisés pour les engins de secours et de lutte contre l'incendie.

Moyens de secours extérieurs : indiquer à l'entrée du site, sur une plaque inaltérable, le point d'eau normalisé le plus proche (adresse, distance, caractéristiques du point d'eau).

Accueil et guidage des secours : en cas d'intervention des secours publics pour secours à personnes ou incendie, un accueil devra être effectué à l'entrée du site par une personne désignée. Celle-ci assurera un guidage vers la zone d'intervention".

- **M. le Président du Conseil Général de Saône et Loire**, dans son courrier en date du 15 janvier 2009, émet un **avis favorable** en précisant : « ...il conviendrait, lors de l'exploitation de cette carrière, de l'installation de traitement des matériaux et de son extension, d'être vigilant sur le respect des mesures qui ont été prescrites dans le dossier, afin de réduire les effets sur l'environnement (plantation d'un réseau de haies, décapage des sols et défrichement à réaliser en automne-hiver, etc...) ».

2.2 - Avis des Conseils Municipaux

- Le conseil municipal de Mornay, dans sa séance du 11 octobre 2008, donne un **avis favorable**.
- Le conseil municipal de St Bonnet de Joux, dans sa séance du 4 novembre 2008, émet un **avis favorable**.
- Le conseil municipal de Suin, dans sa séance du 8 novembre 2008, émet un **avis favorable**.
- Le conseil municipal de Beaubery, dans sa séance du 19 novembre 2008, émet un **avis favorable**.
- Le conseil municipal de Vendennes-les-Charolles, dans sa séance du 21 novembre 2008, émet un **avis favorable**.
- Le conseil municipal de Viry, dans sa séance du 2 décembre 2008, n'émet **aucune observation**.

2.3 - Enquête publique

Prescrite par arrêté préfectoral du 12 septembre 2008, l'enquête publique s'est déroulée du 9 octobre au 13 novembre 2008 inclus.

Aucune observations ne figure sur le registre d'enquête publique hormis un avis positif quant à la pérennité de la carrière.

A signaler qu'un courrier émanant de M. et Mme BOUILLON a été adressé aux services de la DRIRE le 3 novembre 2008. Ce courrier concerne notamment les conditions de remise en état des parcelles D323 et D324 leur appartenant. Ces parcelles font actuellement l'objet d'une convention avec la SARL SIVIGNON. Une visite du site a été effectuée par notre service le 12 janvier 2009 en présence de l'exploitant et de M. BOUILLON. Sur le plan technique, il a été constaté que :

- les parcelles D323 et D324 ont été totalement exploitées,
- la partie nord de la parcelle D324 est remise en état de façon correcte,
- dans la partie sud, la distance minimale de 10m entre les bords de l'excavation et les limites de la carrière n'était pas respectée dans certaines zones. Cette situation est donc à corriger lors de la remise en état.

Suite à ces constats, l'exploitant a adressé un dossier complémentaire à la préfecture le 15 janvier 2009 en indiquant qu'il allait procéder d'ici le 30 juin 2009, aux dispositions de remise en état prévues par l'arrêté préfectoral d'autorisation dans cette zone : talutage à 45° du front supérieur Est et végétalisation de ce gradin. D'autre part, l'exploitant confirme l'abandon des parcelles D321, D322, D323 et D324. **Ces quatre parcelles, d'une surface totale de 6421 m², ne sont donc pas reprises dans le périmètre futur de la carrière.**

2.4 – Mémoire en réponse du demandeur

Dans son mémoire en réponse en date du 24 novembre 2008, la SARL SIVIGNON apporte les réponses aux observations émises par le commissaire enquêteur (moyens mis en œuvre pour éviter les salissures sur les chemins du domaine public).

2.5 – Conclusions du commissaire enquêteur

En conclusion, dans son rapport en date du 4 décembre 2008, M. Pierre BOYET, Commissaire Enquêteur indique émet un **avis favorable**.

3 – REGLEMENTATION APPLICABLE (principaux textes)

- Arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières,
- Arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement,
- Arrêté du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières,

4 – ANALYSE ET PROPOSITIONS DE L'INSPECTEUR DES INSTALLATIONS CLASSEES

Ce dossier concerne le renouvellement et l'extension d'une carrière de roches massives existante sur la commune de Vendenesse les Charolles.

Jusqu'à présent, l'exploitation de cette carrière n'a pas mis en évidence de problème particulier. Les observations émises par M. et Mme BOUILLON concernant les parcelles D323 et D324 leur appartenant ont été transmises et prises en compte par l'exploitant (voir ci-dessous). Le principal enjeu concerne l'impact visuel et la remise en état du site. Les dispositions à prendre sont indiquées dans le projet d'arrêté préfectoral ci-joint (chapitres 2.3, 2.5 et annexes). Il s'agit notamment de la reconstitution de haies avec des espèces locales (maintien et plantation) afin d'intégrer au mieux la carrière.

Le tableau ci-après récapitule l'ensemble des observations et des demandes issues de la procédure et indique les propositions de l'inspection des installations classées.

Observations et demandes issues de la procédure	Réponse éventuelle de l'exploitant	Propositions de l'Inspecteur des Installations Classées
<u>DRAC : 09/10/2008</u> Le futur arrêté doit rappeler la législation en vigueur sur les découvertes archéologiques fortuites et mentionner tous les éléments nécessaires au calcul de la redevance d'archéologie préventive.		Dispositions reprises dans le projet d'arrêté préfectoral : articles 1.2.3 et 2.2.2
<u>DDAF : 13/10/2008</u> Pour l'extension, les eaux de ruissellement devront être récupérées et décantées avant leur rejet au milieu naturel.		Dispositions reprises dans le projet d'arrêté préfectoral : article 4.2.2
<u>DIREN : 19/11/2008</u> <ul style="list-style-type: none">• impact paysager : comme indiqué par l'exploitant, il y aura lieu de reconstituer des haies avec des espèces locales et maintenir la végétation qui s'est développée sur la partie ouest/nord-ouest (paysage bocager).• Mesures de prévention contre les risques de pollution par les hydrocarbures : absence de stockage d'hydrocarbures, contrôle régulier des engins, kits de produits absorbants, sensibilisation du personnel.		Dispositions reprises dans le projet d'arrêté préfectoral : annexe 3 Dispositions reprises dans le projet d'arrêté préfectoral : articles 4.2, 4.4 et 7.5
<u>DDASS : 24/11/2008</u> <ul style="list-style-type: none">• Prendre toutes les précautions afin de limiter le bruit ainsi que les envols de poussières et assurer la sécurité des abords du site lors des tirs de mines.		Dispositions reprises dans le projet d'arrêté préfectoral : <ul style="list-style-type: none">• bruit : article 6.2• poussières : article 3.1• sécurité liée aux tirs de mine : article 7.4

<ul style="list-style-type: none"> Eau potable : prévoir un disconnecteur à zone de pression réduite contrôlable sur le réseau d'eau potable après compteur. Ce dispositif devra faire l'objet d'un contrôle de maintenance annuel. 		Dispositions reprises dans le projet d'arrêté préfectoral : article 4.1
SDIS : 28/11/2008 Dispositions à respecter concernant : <ul style="list-style-type: none"> l'aménagement des installations, la conception, l'implantation et la desserte, les moyens de secours extérieurs. 		Dispositions reprises dans le projet d'arrêté préfectoral : articles 7.3 et 7.6
Commissaire enquêteur Moyens à mettre en œuvre afin d'éviter les salissures sur la voie communale.	L'ensemble des véhicules sortant de la carrière passent sur un décrocteur à pneus.	Dispositions concernant la propreté de la voirie publique indiquées à l'article 2.1.5
M. et Mme BOUILLON (courrier à la DRIRE le 03/11/2008) Observations concernant l'aspect financier (contrat de forage) et la remise en état des parcelles D323 et D324 leur appartenant.	<ul style="list-style-type: none"> Volet financier vu entre l'exploitant et M. et Mme BOUILLON. Remise en état : un dossier complémentaire de cessation d'activité partiel des parcelles D321 à D324 a été adressé au préfet. Ces parcelles seront remises en état conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2001 d'ici le 30 juin 2009. 	<ul style="list-style-type: none"> Aspect financier : ne relève pas de la réglementation des IC. Remise en état : les parcelles D321 à D324 doivent être remises en état d'ici le 30 juin 2009 conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2001 : <ul style="list-style-type: none"> talutage à 45° du front supérieur Est, végétalisation du gradin et de la banquettes correspondante. Ces dispositions sont reprises à l'article 2.5.2.1 du projet d'arrêté.

5 – CONCLUSION

Considérant :

- que cette demande concerne un renouvellement d'autorisation ainsi qu'une extension d'une carrière existante et que les conditions d'exploitation restent inchangées,
- que le projet est compatible avec les préconisations du SDAGE et le schéma départemental des carrières,
- la prise en compte des observations par le pétitionnaire lors de l'instruction,
- les conditions de remise en état du site et les mesures compensatoires présentées par l'exploitant,
- l'avis du commissaire enquêteur.

Aussi et sous réserve du respect des prescriptions du projet d'arrêté préfectoral annexé au présent rapport, qui tiennent compte des différents avis formulés, nous proposons à la Commission Départementale de la Nature des Paysages et des Sites, d'émettre un avis favorable à la demande d'autorisation sollicitée par la société SIVIGNON pour sa carrière de Vendenesse les Charolles.

L'inspecteur des installations classées

Signé

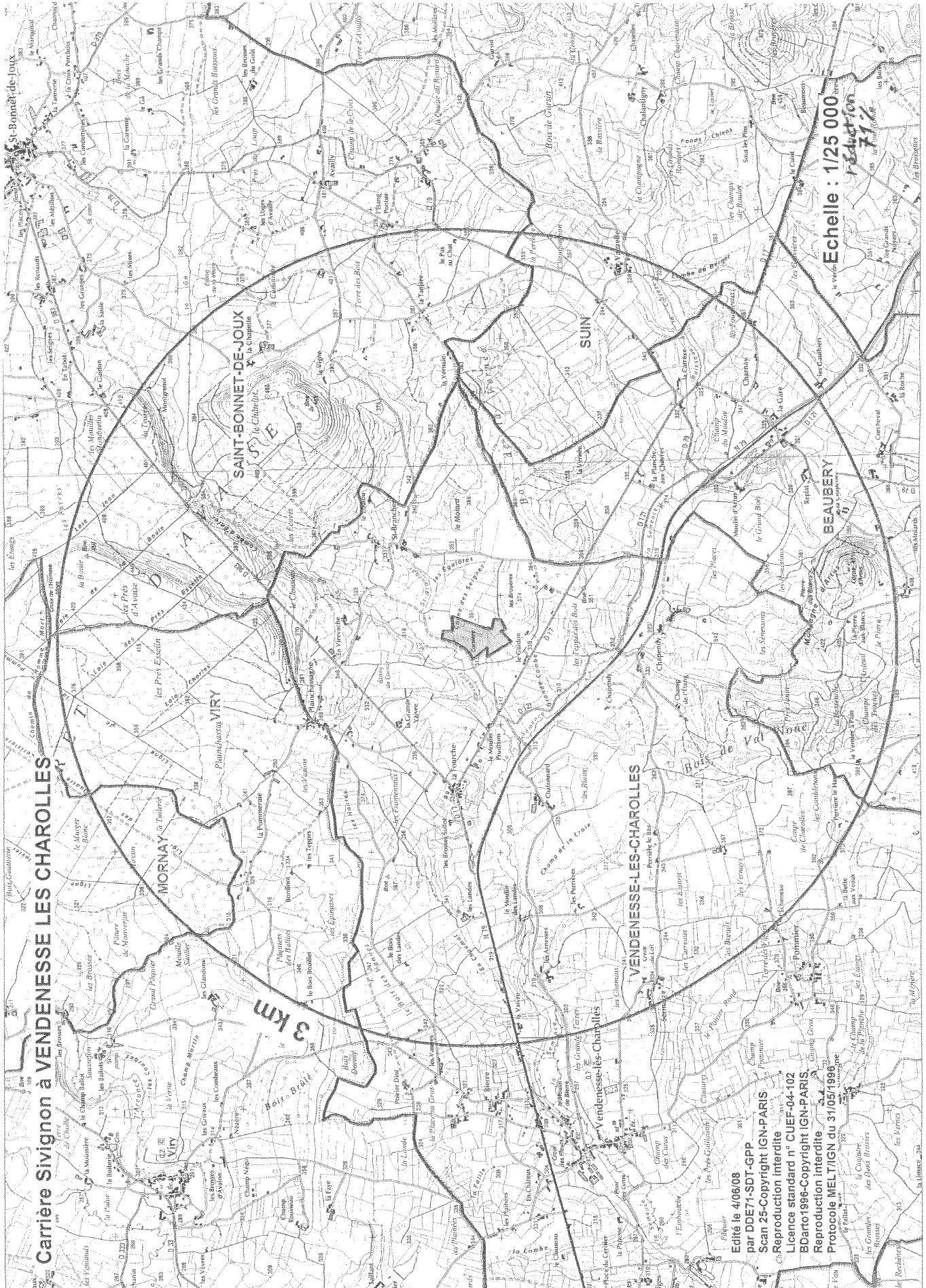
Frédéric FAYARD

Vu et approuvé
La chef de subdivision

Signé

Delphine GIRARD

ANNEXE 1



ANNEXE 2

